



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE.**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**autorisant la société ORECO à exploiter des installations classées pour la protection de  
l'environnement  
pour le site LUPRIE  
sur la commune de Cognac**

Le préfet de la Charente  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'Environnement ;

**Vu** le décret du 3 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Jérôme HARNOIS, préfet de la Charente ;

**Vu** le décret du 14 décembre 2024 portant nomination de Madame Nathalie CLARENC, en qualité de sous-préfète de Cognac ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Nathalie CLARENC, sous-préfète de Cognac ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/03/2009 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/07/2024 ;

**Vu** le porter à connaissance datant du 22/04/2025 en vue de modifier légèrement les quantités d'alcools stockés dans les chais ;

**Vu** les propositions du 23/04/2025 de l'inspection des installations classées faites à Monsieur le préfet ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 23/04/2025 par courriel à la connaissance du demandeur ;

**Vu** le retour de l'exploitant du 06/05/2025 à l'issue de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que le porter à connaissance susvisé porte sur l'augmentation de la QSP dans les trois chais de stockage et qu'une révision des besoins en eau et en rétention déportée a été effectuée ;

**CONSIDÉRANT** qu'en regard de la proximité de la réserve incendie de 750 m<sup>3</sup> des parois des chais de stockage d'alcools et sur recommandation du SDIS susvisées, il y a lieu de prévoir un système de refroidissement pour éviter d'impacter les effectifs du SDIS et la ressource en eau en cas d'effets thermiques dans le chai situé à proximité de la réserve supra ;

**CONSIDÉRANT** que les remarques formulées par l’exploitant en retour du contradictoire le 06/05/2025 ont été prises en compte dans le présent arrêté ;

Sur propositions de Madame la sous-préfète de Cognac ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire et portée de l’autorisation**

La société ORECO, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Cognac (site de Luprie), les installations détaillées dans les articles suivants.

**Article 2 : Situation administrative de l’établissement (ICPE) :**

Le tableau de l’article 2 de l’arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2024 susvisé est abrogé et remplacé comme suit :

Rubrique ICPE	Alinéa	A ,E, DC D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l’installation / Volume autorisé
4755	2-a)	A	Alcools de bouche d’origine agricole, eaux de-vie et liqueurs (stockage des) :  Lorsque la quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40% susceptible d’être présente est supérieure ou égale à 500 m³	QSP (eaux-de-vie et cognac) de 4530 m³

A : Autorisation

**Article 3 : Caractéristiques des installations de stockage d’alcools autorisées**

Les installations sont exploitées et disposées conformément au plan en Annexe I du présent arrêté ; l’ensemble des dispositions sont respectées.

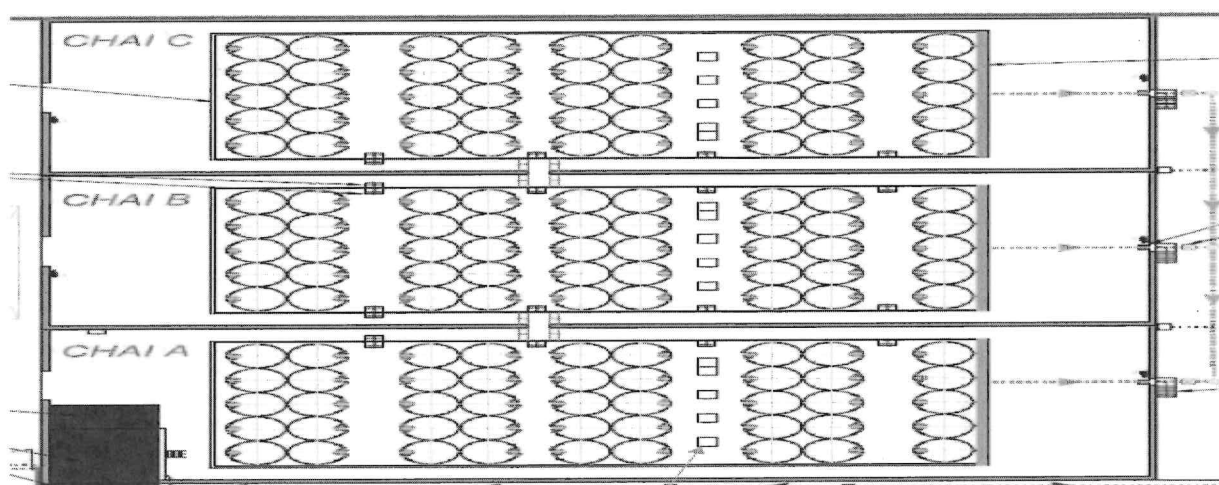
Les dispositions de l’article 3 de l’arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2024 susvisé sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Désignation du chai	Surface en m²	Type de stockage et caractéristiques	Capacité maximale de stockage en m³
Chai A	730 m² dédiés au stockage d’alcools sur les 1200 m²	A minima : 45 cuves inox de 33 m³ 5 cuvons de 2 m³	1510 m³
Chai B	730 m² dédiés au stockage d’alcools sur les	A minima : 45 cuves inox de 33 m³	1510 m³

	1200 m <sup>2</sup>	5 cuivons de 2 m <sup>3</sup>	
Chai C	730 m <sup>2</sup> dédiés au stockage d'alcools sur les 1200 m <sup>2</sup>	A minima : 45 cuves inox de 33 m <sup>3</sup> 5 cuivons de 2 m <sup>3</sup>	1510 m <sup>3</sup>

Les installations de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole de TAV > 40 % vol. autorisées par le présent arrêté sont stockées dans des cuves inox sur une surface réduite de 730 m<sup>2</sup> à l'intérieur des chais. Ces cuves inox sont implantées à l'intérieur d'une cuvette de rétention étanche (dont la hauteur est d'au moins 50 cm) et permettant de récupérer les eaux de vie s'écoulant des cuves. Cette cuvette de rétention est reliée à la rétention du site via le réseau d'extinction des effluents enflammés situé à l'extérieur des chais.

La configuration des 45 cuves inox par chai sera comme suit :



Aucun stockage d'alcools de bouche, de matières inflammables et/ou combustibles n'est autorisé en dehors des 730 m<sup>2</sup> suscités.

En cas de modifications des quantités et types de stockage d'alcools, l'exploitant adresse à l'inspection un porter à connaissance avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.

#### Article 4 : Défense incendie de l'établissement

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2024 susvisé sont complétées comme suit :

Pour atténuer le rayonnement thermique en cas d'incendie du chai A et d'éviter d'impacter la réserve aérienne incendie de 750 m<sup>3</sup>, l'exploitant met en place les dispositions minimales suivantes :

- une organisation est mise en place par les équipes d'intervention de l'exploitant de préparer, suivant un délai restreint et compatible avec la cinétique du sinistre en cours, notamment des lances queues de paon qui permettraient de réaliser un écran de protection, fonction du lieu du sinistre. Ces équipements seraient mis à disposition des pompiers devant intervenir sur site ;
- les procédures afin de suivre et réguler les écoulements sont mises à jour ;

- des affichages sont mis en place pour préciser les repères de capacité sur la rétention en conservant une quantité minimale d'eau pour maintenir la bâche en position comme de poursuivre la dilution entamée.

#### **Article 5 : Récupération/Extinction/Rétention des alcools de bouche et des eaux / confinement des pollutions accidentelles**

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2024 susvisé sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Chaque chai est pourvu d'un réseau permettant de récupérer et de canaliser les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie.

Les effluents ainsi canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage d'alcool vers une fosse permettant l'extinction des effluents enflammés puis vers une rétention.

Le réseau, la fosse d'extinction et la rétention sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

- Ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site ;
- Éviter tout débordement, sauf pour la rétention, pour cela ils sont adaptés aux débits et aux volumes définis dans les moyens de lutte contre l'incendie de l'étude de dangers ;
- Résister aux effluents enflammés. En amont de la fosse de dilution les réseaux sont en matériaux incombustibles ;
- Éviter l'épandage des effluents en dehors des réseaux et installations prévus à cet effet ;
- Être accessible aux services d'intervention lors de l'incendie ;
- Assurer la protection des tiers des écoulements éventuels ;
- Limiter la surface de collecte des effluents afin d'éviter la propagation de l'incendie dans le chai. Excepté au niveau des avaloirs, le réseau ne peut être à ciel ouvert à l'intérieur du chai ;
- Être éloignés au maximum de la propriété des tiers et de toute autre construction.

L'exploitant dispose à proximité de la fosse d'extinction un PIA avec émulseur utilisable pour constituer un tapis de mousse dans la fosse pour éviter la ré-inflammation des effluents avant envoi vers la rétention étanche déportée.

Au vu des modifications portées par le porter à connaissance du 08/07/2024 susvisé, la rétention étanche déportée doit être portée à une capacité minimale de 755 m<sup>3</sup>.

Les écoulements sont dirigés vers un bassin étanche d'une capacité minimale de 1300 m<sup>3</sup>. Cette capacité permet la gestion des excédents d'effluents qui pourraient impacter les tiers ou porter atteinte aux biens ; un volume disponible de 755 + 360 m<sup>3</sup> soit 1105 m<sup>3</sup> doit être laissé disponible en permanence pour garantir l'absence de débordement de la rétention déportée.

Enfin, l'ensemble des effluents récupérés doit être confiné dans des zones étanches et intègres et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.

De manière générale, les dispositifs d'isolement (vannes...) et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et/ou à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne ; à cet effet, des essais de manœuvrabilité et d'étanchéité sont réalisées périodiquement sur lesdites vannes..

Pour ce qui concerne le transfert des eaux d'extinction / des épandages d'alcools... dans les réseaux de tuyauteries enterrées donnant vers la rétention de 755 m<sup>3</sup> en tant que tels, l'exploitant s'assure que les tuyauteries concernées sont constituées par un matériau résistant à la température et aux éléments agressifs pouvant être contenus dans les eaux d'extinction.

Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise périodiquement sans excéder 10ans une inspection télévisuelle interne de celles-ci et, le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réfection.

## **Article 6 -Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers : soit par courrier, soit par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ;

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

L'auteur d'un recours administratif ou contentieux est tenu, à peine de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

## **Article 7 - Publicités**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Cognac ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Cognac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales en application de l'article R. 181-38 du Code de l'environnement, à savoir : la mairie de Cognac ainsi que le Grand Cognac ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 8 - Exécution**

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et la mairie de Cognac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ORECO et dont une copie leur sera adressée.

À Cognac, le 7 mai 2025

P/le préfet et par délégation,

La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC